



## Budget : Pas de création de postes, moins de postes aux concours

Budget : Pas de création de postes, moins de postes aux concours : "On ne fait pas de rénovation politique en fonction d'un budget. La volonté du gouvernement est que le budget appuie la politique publique". Le budget 2018 de l'Education nationale ne voit la création d'aucun poste. Il est pourtant en hausse de plus d'un milliard. Une évolution qui se traduira par l'application "prévue" du PPCR et "progressive" de la prime de 3000 euros en Rep+. Le déploiement des dédoublements de CP et CE1 sera moins rapide que prévu. Surtout il y aura moins de postes aux concours en 2018. Là aussi le retour en arrière est la règle. Priorité au primaire Il faut de l'habileté pour construire un budget et le négocier. Il en faut encore plus pour le présenter. D'après les chiffres publiés le 27 septembre par le ministère de l'éducation nationale, le nombre de postes dans l'éducation nationale reste stable par rapport à 2017. Il y a pourtant des postes créés dans le premier degré essentiellement grâce aux recrutements des années antérieures. Le ministère estime qu'il y aura 2800 ETP en plus dans le primaire à la rentrée 2018. En même temps il annonce que le nombre de classes dédoublées en CP de rep+ et rep et des ce1 de rep+ atteindra 5600 classes, soit 3400 de plus qu'à la rentrée. On est en dessous du nombre annoncé mais pour le ministère cela tient au manque de locaux. Les dédoublements de CP ont accru la tension sur les locaux. "Il y a des endroits où il faudra construire en dur" Comment avec 2800 ETP remplir 3400 classes ? Le ministère promet de ne pas assécher les maitre surnuméraires. "Il y aura encore des maitres plus à la rentrée 2018", promet on. 2600 postes en moins au secondaire Mais ces créations sont annulées par la suppression de 200 postes d'administratifs et surtout de 2600 postes d'enseignants du second degré. Ces postes correspondent aux postes non pourvus aux concours en 2017. Ce besoin scolaire a été compensé par des heures supplémentaires ou des contractuels qui sont maintenus, promet le ministère, mais qui n'apparaissent pas dans les tableaux du nombre de postes. L'ironie de l'histoire c'est que les disciplines déficitaires sont celles que le nouveau ministre défend : les lettres classiques, l'allemand, et les fondamentaux comme les lettres, les maths ou l'anglais. Au ministère on distingue le nombre total de postes supprimés et leur répartition. Ce ne sont pas forcément ces disciplines qui seront touchées en 2018. Ca reste à voir... La mesure, nous promet on, sera indolore, même si on a quelques inquiétudes du côté des contractuels. Mais elle implique une réduction du nombre de postes mis aux concours en 2018. Moins de postes aux concours en 2018 Pour le second degré on passerait de 14 450 à 11 000 seulement. Dans le premier degré on aurait 12 000 postes au concours contre 12 932 en 2017. Le signal envoyé est très clair. Alors que le ministère va lancer une réforme du lycée, le nombre de postes mis aux concours diminue. On peut s'interroger sur les effets de ce retour à la baisse sur le recrutement. Combien de jeunes vont se détourner des formations aux concours ? Alors s'il n'y a pas de création de postes où passe l'argent investi en plus dans l'éducation ? Car le ministère annonce un budget en hausse de 1.3 milliards avec 50.6 milliards pour le scolaire hors pensions contre 49.3 l'an dernier. Pour mémoire, en 2017, N Vallaud Belkacem avait fait augmenter son budget de plus de 3 milliards. Et les enseignants ? Une partie, non précisée, passera dans l'application du PPCR en 2018. "Le coût prévu du PPCR est intégré dans le budget", nous a-t-on dit au ministère. D'autres mesures vont prélever des fonds: le dispositif Devoirs faits devrait coûter environ 220 millions. Les stages de réussite bénéficieront de 35 millions. La prime de 3000 euros promise aux 43 000 enseignants des REP+, sera versée "progressivement". Seulement 20 millions sont budgetés. De quoi satisfaire moins de 7000 enseignants. Par contre le fonds pour les activités périscolaires est pérennisé à hauteur de 237 millions. Au total un budget habile, l'éducation nationale s'en tirant mieux que d'autres ministères. Mais après des années de croissance, le signal qui est envoyé aux étudiants c'est bien la baisse du recrutement. Il y a un autre signal dont il faut tenir compte alors que le ministère va attaquer la réforme du lycée. C'est la volonté de diminuer le nombre d'emploi dans le second degré. François Jarraud